



Mairie d'ARCHAMPS

Objet : Arrêté de police Route d'Annecy – RD18 PR11+550

ARRÊTÉ DU MAIRE

N°AR2022-156

Le Maire d'Archamps,

VU la loi n° 82-213 en date du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2213-1,
VU le Code de la Route et notamment article R. 411-2,
VU la loi n° 2004-809 en date du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,
VU le Code de la Voirie Routière et notamment son article L 141-1 et suivants,
VU l'arrêté ministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié,
VU l'arrêté certifié exécutoire du Maire d'Archamps, portant délégation de signature,
VU la demande présentée par de la société CIRCET - Parc du chêne, 16 rue du 35ème régiment d'aviation, 69500 Bron, en date du 26 août 2022, pour des travaux de déploiement de la fibre optique pour le compte du Syane,
VU les modalités d'exploitation arrêtées pour réaliser les travaux projetés,

CONSIDÉRANT la demande formulée par l'entreprise CIRCET, domiciliée au Parc du chêne, 16 rue du 35ème régiment d'aviation, 69500 Bron, pour des travaux cités ci-dessus,

CONSIDÉRANT la nécessité d'effectuer les travaux évoqués supra,

CONSIDÉRANT qu'il importe de prendre des mesures pour faciliter les travaux et en assurer la sécurité de façon permanente,

CONSIDÉRANT qu'il convient d'exécuter ces travaux dans les meilleures conditions de sécurité, tant pour les usagers de la route que pour l'entreprise et les agents communaux et départementaux y intervenant,

CONSIDÉRANT que, dans ces conditions, il y a lieu de réglementer la circulation de tous les véhicules sur les chaussées citées ci-dessus,

Sur proposition des Services Techniques,

ARRÊTE

Article 1 : Du lundi 5 septembre au vendredi 9 septembre 2022, la circulation de tous les véhicules empruntant la RD18 sera réglementée à la circulation entre les PR11+520 et 11+620.

Article 1bis : l'alternat sera réglé par feux de chantier, de type KR11 entre 9h et 16h.

Article 2 : Pendant la durée des travaux, le stationnement sera interdit sur l'emprise foncier, exceptés pour les véhicules affectés au chantier

Article 3 : La signalisation de chantier sera mise en œuvre et entretenue par l'entreprise.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Mme le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification et/ou de son affichage. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et/ou de sa date d'affichage, ou à compter de la réponse de Mme le Maire en cas de recours gracieux.

Article 4 : Le Maire certifie le caractère exécutoire de cet acte et informe que celui-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 5 : La Directrice Générale des Services est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé, dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de gendarmerie de Saint-Julien-en-Genevois,
- Monsieur le Chef de la Police pluri-communale du Salève,
- Madame le responsable de l'Arrondissement des routes du canton de St Julien (pr-saintjulien-gestiondp@hautesavoie.fr)
- Madame Thomas Léonie, entreprise Circet (leonie.thomas@circet.fr)

Certifié exécutoire par le Maire

En mairie,
le 29 aout 2022

Télétransmis au contrôle de légalité le
Affiché le 30/08/22

Le Maire,
Anne RIESEN

